
GERTEIS, Klaus, *Stadt und frühmoderner Staat. Beiträge zur städtischen Finanzgeschichte von Luxemburg, Lunéville, Mainz, Saarbrücken und Trier im 17. und 18. Jahrhundert*

Christophe Duhamelle



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/1524>

DOI : 10.4000/ifha.1524

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Référence électronique

Christophe Duhamelle, « GERTEIS, Klaus, *Stadt und frühmoderner Staat. Beiträge zur städtischen Finanzgeschichte von Luxemburg, Lunéville, Mainz, Saarbrücken und Trier im 17. und 18. Jahrhundert* », *Revue de l'IFHA* [En ligne], Date de recension, mis en ligne le 01 janvier 1997, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/1524> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ifha.1524>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

©IFHA

GERTEIS, Klaus, *Stadt und frühmoderner Staat. Beiträge zur städtischen Finanzgeschichte von Luxemburg, Lunéville, Mainz, Saarbrücken und Trier im 17. und 18. Jahrhundert*

Christophe Duhamelle

- ¹ Les cinq études dirigées et présentées par le professeur K.G. (N. FRANZ sur Luxembourg, A. GIEBMEYER sur Lunéville, D. HOHRATH sur Mayence, U. WAGNER sur Sarrebruck et F.J. ZIWES sur Trèves, que traite aussi un court article de W.U. RAPP) illustrent la rigueur de la recherche concertée en Allemagne: mêmes types de sources, mêmes plans (structures administratives et sources, détail des recettes et dépenses, évolution générale), mêmes interrogations. Cette homogénéité permet de mettre aisément en parallèle la gestion financière des cinq villes médiates présentées. Toutes se caractérisent par la stabilité des institutions, le plus souvent héritées du Moyen Age, et donc par un certain degré d'autonomie. Les divers pouvoirs princiers ne laissent cependant pas d'intervenir de façon croissante. L'exemple extrême est constitué par Mayence qui, vaincue militairement par l'Électeur en 1462, ne possède plus de véritables institutions propres. Les affaires financières de la ville sont dispersées entre seize caisses relevant plus ou moins directement de l'administration territoriale. Ailleurs, le souci d'unité est plus grand, les comptes centralisés en un exercice annuel (après 1692 à Trèves, par exemple), et les règles de gestion sont surveillées par l'administration princière (décret de Marie-Thérèse de 1764 pour Luxembourg, introduction du modèle français de lieutenant général à Lunéville, règlement de 1773 à Trèves...), même si elles restent éloignées de la conception actuelle du budget. L'influence de l'État princier dans les affaires de la ville se traduit aussi par des dépenses militaires, pour les remparts ou les garnisons. Lunéville, résidence des ducs

de Lorraine de 1702 à 1766, illustre de manière frappante ce poids de la cour, mais aussi les profits qu'en tire la ville. Si les recettes des villes restent, sauf à Sarrebruck, largement dominées par les taxes indirectes (en particulier sur les boissons), les dépenses suivent donc des évolutions diverses, dont les traits communs semblent être le lent développement des frais de personnel, signe d'une professionnalisation croissante, et le gonflement des dépenses »sociales« en fin de XVIIIe s., indice structurel autant que conjoncturel. En revanche, contrairement aux villes d'Empire, ces villes médiates ne connaissent qu'un endettement modéré, même en fin de période. Cet ensemble de travaux sur archives est complété par l'édition précise, pour chacune des villes, d'un récapitulatif annuel des recettes et dépenses.

2 Christophe DUHAMELLE